

# Transformer les services offerts aux populations autochtones

Groupe d'experts du Conseil de la prestation des services du secteur public sur les services aux populations autochtones

26 septembre 2019

Par : Danielle White et Carmen Kardoes



# Aperçu de la présentation

- Services aux autochtones Canada : mandat et services
- Défis en matière de services
- Exemples des améliorations apportées aux services
- Prochaines étapes

# Création de Services aux autochtones Canada

## Mandat

- **Services aux Autochtones Canada (SAC) travaille en collaboration avec des partenaires en vue d'améliorer l'accès à des services de haute qualité pour les Premières Nations (PN), les Inuits et les Métis. Notre vision est d'appuyer et d'habiliter les Autochtones afin qu'ils puissent offrir de façon indépendante des services et aborder les différentes conditions socioéconomiques au sein de leurs collectivités.**
- Le 15 juillet 2019, une loi visant la dissolution d'Affaires autochtones et du Nord Canada et établissant officiellement les mandats de deux nouveaux ministères, soit Services aux autochtones Canada et Relations Couronne-Autochtones et Affaires Nord Canada.

# Qui sont nos clients?

## Personnes autochtones

- Personnes appartenant aux Premières Nations ayant le statut d'Indien
- Personnes inuites

- Gouvernements des PN (bandes et conseils de tribu)
- PN autonomes, groupes ayant des revendications territoriales et gouvernements métis

## Gouvernements autochtones

- Institutions dirigées par les Autochtones
- Organismes spécialisés.
- Centres d'amitié autochtones en milieu urbain

## Autres agents de la prestation de services

# Nos principaux partenaires

- Provinces et territoires (par exemple, accord sur la gestion des urgences, services de police)
- Organisations autochtones régionales et nationales
- Administrations locales et régionales autochtones
- Institutions et organisations professionnelles autochtones
- Autres ministères fédéraux

# Vue d'ensemble des services

Personnes  
autochtones

Gouvernements  
autochtones

Autres agents de la  
prestation de  
services

- Les services d'**inscription** en vertu de la *Loi sur les Indiens*, **les successions et les annuités prévues dans les traités**, ainsi **certaines services de santé** pour les Premières Nations et les Inuits (par exemple, services de santé non assurés) sont offerts directement aux personnes autochtones admissibles.
- Les services **de gouvernance, d'infrastructure, sociaux, d'éducation et de développement économique** sont principalement offerts par l'entremise des gouvernements des Premières Nations, et, pour les services de santé, par l'intermédiaire des collectivités inuites.
- Les **Premières Nations autochtones** et les **groupes ayant des revendications territoriales** contrôlent entièrement la prestation des services à leurs citoyens. Les **gouvernements métis** contrôlent certains champs de compétence clés.
- Les **institutions dirigées par les Autochtones**, comme l'Autorité sanitaire des Premières Nations de la Colombie-Britannique, contrôlent la prestation de certains services aux citoyens qu'elles représentent.
- Certains programmes sociaux sont exécutés par des agents de la prestation des services spécialistes (par exemple, **organismes d'aide à l'enfance**).
- Les **programmes destinés aux personnes autochtones en milieu urbain** sont également exécutés par l'intermédiaire des Centres d'amitié autochtones, ainsi que par les provinces et les territoires.

# Lacunes et défis en matière de service)

- Malgré les progrès réalisés, il reste encore des lacunes et des défis en matière de services qui ont une incidence sur les conditions socioéconomiques et la vie quotidienne des populations autochtones au Canada :
  - le passé colonial, le traumatisme intergénérationnel, les pensionnats, la réinstallation et le déplacement, la rafle des années 60, les garderies, les restrictions relatives au statut d'Indien;
  - les politiques de financement et les autorisations qui sont souvent des mesures à court terme, isolées et qui peuvent ne pas répondre aux besoins des collectivités;
  - le chevauchement juridictionnel, le manque de coordination et/ou des conflits;
  - l'éloignement, la connectivité et les lacunes en matière d'infrastructures;
  - contraintes et limites concernant les données et les TI;
  - les programmes fondés sur les distinctions pour répondre aux besoins des Premières Nations, des Inuits et des Métis;
  - compétence culturelle et humilité culturelle.

# Exemples des initiatives visant à améliorer les services

## Exemple 1 : Certificat sécurisé de statut d'Indien (CSSI)

- **Application photo du CSSI** – Le CSSI est utilisé pour accéder aux services et aux prestations et comme pièce d'identité. Au cours de 63 dernières années, les documents confirmant l'inscription en vertu de la *Loi sur les Indiens* ont évolué d'un document papier jusqu'à la mise en œuvre du CSSI. Le CSSI peut être obtenu dans les bureaux de SAC partout au pays, mais le taux de participation a été faible ou limité depuis son lancement en 2012.
  - L'application photo numérique, créée par SAC et lancée en juillet 2019, permet aux demandeurs de prendre une photo à l'aide d'un téléphone intelligent et de l'envoyer en ligne pour demander leur certificat sécurisé de statut d'Indien (CSSI).
  - L'application photo de SAC élimine le coût des photos et est un moyen pratique de présenter la photo requise pour demander le certificat sécurité du statut pour la première fois ou pour le renouveler ou le remplacer. L'application peut être téléchargée gratuitement pour les téléphones intelligents Apple et Android. Les demandeurs ne sont plus obligés de payer ou de se déplacer pour obtenir leurs photos de format passeport pour leur demande du CSSI.

# Exemple 1 : suite

- Le ministère délivre le CSSI depuis 2009. Moyenne des demandes du CSSI reçues au cours de 5 dernières années : 44 039. Le CSSI est valide pendant 10 ans. Par conséquent, la première vague des renouvellements aura lieu cette année.
- Pour l'application photo du CSSI, en date du 9 septembre 2019 : 1 413 photos ont été soumises.
- **Zone de lecture automatique (ZLA)** – Une zone de lecture automatique a été ajoutée au CSSI à titre de mesure visant à faciliter le passage frontalier entre le Canada et les États-Unis, en éliminant le besoin de saisir manuellement les renseignements figurant sur la carte. Les agentes des services frontaliers glissent maintenant la carte dans la machine. Cette pratique augmente l'efficacité et accélère la circulation transfrontalière.
  - En date du 1<sup>er</sup> février 2019, la ZLA est une nouvelle caractéristique standard de toutes les cartes de statut sécurisées.



## Exemple 2 : Innovation dans les paiements prévus dans les traités

- Les traités entre la Couronne et les Premières Nations au Manitoba prévoyaient le paiement annuel de 5 \$ à chaque personne qui est un membre d'une bande d'une Première Nation signataire du Traité. Les paiements prévus dans les traités sont une réaffirmation que la relation issue d'un traité entre le Canada et les peuples des Premières Nations est vivante et demeure le fondement de notre relation actuelle.
- Cinquante-sept (57) des 63 collectivités des PN au Manitoba reçoivent une visite chaque année aux fins des paiements.
- En 2018, 45 193 clients au Manitoba ont reçu des paiements prévus dans les traités.
- En 2018, la région du Manitoba a lancé un projet pilote sur les paiements prévus dans le traité par voie électronique (paiement en direct) dans les collectivités des Premières Nations, afin de moderniser l'approche de la prestation de services. Nos bénévoles ont amené des appareils Internet portables et logiciels exécutés sur des ordinateurs portatifs pour effectuer en temps réel des paiements prévus dans les traités.

## Intégrer la technologie dans les paiements prévus dans les traités

Cette innovation a eu pour résultat le versement d'annuités le plus rapide et le plus exact jamais effectué au Manitoba. La rétroaction donnée par les Premières Nations était sans équivoque : elles ont beaucoup apprécié le nouveau système.

**Qu'est-ce qui est requis pour effectuer un paiement prévu dans les traités en ligne?**

- **Système de paiements de transfert à distance**
- **Collaboration**
- **Wi-Fi**
- **Ordinateurs portatifs**



# Avantages pour les Premières Nations

- Les opérations de paiement sont plus rapides.
- Les longues files d'attente n'existent pratiquement plus.
- Réduction des files d'attente = plus de temps pour célébrer l'anniversaire des traités et tisser des liens avec l'ensemble de la communauté.
- Dans le passé, en règle générale, les membres d'une bande recevaient leurs paiements uniquement dans leur communauté d'attache. Avec le système de paiements directs, tout membre d'une bande au Manitoba peut recevoir ses paiements dans n'importe quelle communauté au Manitoba.
- Le succès enregistré au Manitoba avec le processus de paiements en direct a poussé d'autres régions à prendre des mesures pour intégrer ce processus dans leur propre système de versement des annuités prévues dans les traités. Paye interprovinciale.

## Prochaines étapes

- SAC accélérera le travail qui vise à éliminer les écarts socioéconomiques et à améliorer la qualité des services offerts aux peuples des Premières Nations, inuits et métis, en partenariat avec eux, et d'une manière qui fait progresser l'autodétermination.
- Le Ministère continuera également d'appuyer le développement conjoint des institutions dirigées par les autochtones qui renforceront les capacités, la gouvernance et feront progresser l'autodéterminer par la dévolution progressive et efficace des services aux peuples autochtones.
- Les gouvernements provinciaux et territoriaux peuvent tirer parti des apprentissages partagés et prendre part aux efforts visant à améliorer les services et le transfert envisagés par SAC.

# Populations autochtones au Canada

## INDIENS INSCRITS

(820 120) 49,0 %

Ceux qui sont inscrits à titre d'Indiens inscrits en vertu de la *Loi sur les Indiens*.

## INDIENS NON INSCRITS ET PREMIÈRES NATIONS NON INSCRITES

(232 380) 13,9 %

Ceux qui s'identifient comme Indiens, mais choisissent de ne pas s'inscrire ou qui n'ont pas le droit de l'être en vertu de la *Loi sur les Indiens*.

## AUTRES AUTOCHTONES

Ceux qui déclarent appartenir à plusieurs groupes autochtones ou qui sont membres d'une bande indienne, mais ne revendiquent pas une identité indienne et ne sont pas des Indiens inscrits.

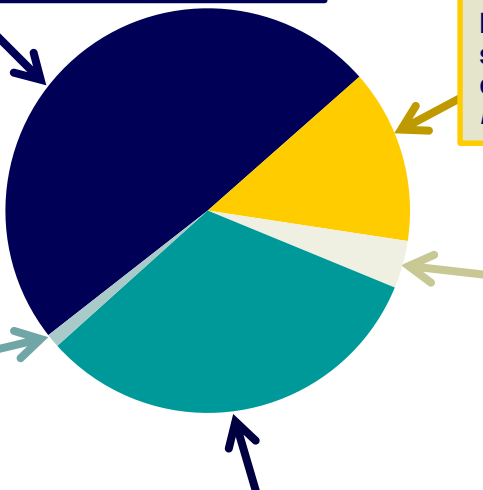
## INUITS

(64 325) 3,8 %

Ceux qui sont des descendants des premiers habitants de l'Arctique et qui sont bénéficiaires d'une entente sur les revendications territoriales des Inuits.

## MÉTIS

Les Métis, membres de la Nation métisse (ouest de l'Ontario) ou membres d'une collectivité métisse détenant les droits visés à l'article 35, ou qui s'auto-identifient comme ayant une ascendance mixte. Il convient de noter que le nombre de Métis auto-identifiés est beaucoup plus grand que celui des Métis qui sont membres des collectivités détenant des droits métis.



## Tendances démographiques

- En 2016, on comptait **1 673 785** Autochtones au Canada, ce qui représente **4,9 %** de l'ensemble de la population. La population autochtone était de 1 172 790 en 2006. Un taux de croissance **4 fois supérieur** à celui de la population non autochtone.
- Entre 2006 et 2016 :
  - La population des Premières Nations a connu une croissance de 39,3 % pour s'établir à 977 230 personnes.
  - La population des Métis a augmenté de 51,2 % pour s'établir à 587 545 personnes\*.
  - La population des Inuits a augmenté de 29,1 % pour s'établir à 65 025 personnes.
- En 2016, **4 sur 10** Indiens inscrits vivent dans les **réserves** (331 030)
  - Une hausse par rapport à 2011 lorsque 315 995 Indiens inscrits vivaient dans les **réserves**.
  - 49 335 Indiens non inscrits vivant dans les réserves
- **57,9 %** des peuples autochtones ont déclaré qu'ils vivent dans des **zones urbaines** en 2016
- Il y a une **population croissante** d'enfants et de jeunes autochtones.
  - Les enfants âgés de 0 à 14 ans représentent 26,8 % de la population totale, les jeunes âgés de 15 à 24 ans représentent 16,9 % de la population.
- ***Au cours des deux prochaines décennies, la population autochtone dépassera vraisemblablement 2,5 millions de personnes.***